

Monsieur le Président,

Nous débiterons notre déclaration en revenant sur la proposition du DGFIP de procéder à une grande consultation nationale sur le prochain contrat d'objectifs et de moyens (COM) de la DGFIP (2023 à 2025), qu'il nomme « le grand remue-méninges ».

A quoi bon parler de contrat d'objectifs et de moyens lorsque le premier objectif est de supprimer les moyens !?!?

Alors que le grand remue-ménage du NRP n'est pas achevé, alors que la peinture est encore fraîche dans certains services restructurés, alors que certains collègues viennent tout juste de connaître leur nouvelle affectation forcée suite à la suppression de leur service, alors que dans les services déjà fusionnés les agents peinent à retrouver un équilibre pour exercer au mieux leurs missions et sont en souffrance, on nous prépare déjà à de nouvelles restructurations, comme celle de l'antenne des SIE 67 à Forbach, l'administration ose aujourd'hui affirmer vouloir nous consulter pour dégager des « perspectives claires et partagées » !!

**De qui se moque-t-on ?**

Notre administration est en perpétuelle effervescence et ne laisse aucun temps d'adaptation aux agents empêchant toute sérénité dans le travail.

Force est de constater qu'à la DGFIP, il y a bien longtemps que les perspectives ont disparu sauf celles consistant à foncer droit dans le mur !!!

Le précédent contrat d'objectifs et de moyens devait constituer une « boussole », un cap à suivre ainsi qu'une ambition pour la DGFIP, mais elle nous a fait perdre le nord.

Les objectifs affichés de modernisation et d'amélioration se sont en réalité accompagnés de nouvelles suppressions d'emploi, de rétrécissement et de digitalisation du réseau, de détérioration de notre service public.

Comment attendre de la part des agents une quelconque forme de collaboration à cette entreprise de destruction planifiée de notre administration ?

A quoi bon toutes ces enquêtes et réunions « mascarade » ? Les agents sont déjà assez bien occupés par le quotidien de leurs missions.

Personne n'est dupe, le prochain COM est déjà prêt dans les tiroirs du DG.

Gagnons du temps et allons à l'essentiel !

**Pour FO FINANCES 67 rien ne sert de se triturer les méninges, il nous faut des bras et du point d'indice !**

Pour les bras, les chiffres des vacances d'emplois se passent de toute autre explication : la situation des effectifs projetée au 31/12/2022 par la DG indique des vacances de 67,8 agents de catégorie C et 48,8 de catégories B (soit -116,6 pour ces deux catégories) ainsi que 7,1 pour les inspecteurs (soit -123,7 au total). C'est démentiel !!!

Pour le point d'indice, après 10 ans de gel et de surgel, et avec l'inflation galopante depuis le début de l'année, pas besoin non plus de développer le motif de notre revendication.

Ce dont les agents de la DGFIP ont besoin, ce sont des conditions de travail motivantes et de qualité, ce sont les moyens nécessaires à l'exercice de leur mission de service public et la revalorisation significative de leurs rémunérations.

Aujourd'hui, des collègues, des services entiers sont en très grande souffrance : ceux qui ont perdu le sens de leur travail tel qu'il est aujourd'hui, ceux qui ne se reconnaissent plus dans cette nouvelle DGFIP, ceux qui font de l'abattage sans avoir le sentiment de faire de la qualité, ceux qui ont dû faire une demande de mutation contre leur volonté, ceux qui doivent choisir entre mission et géographie pour préserver leur vie familiale, ceux qui doivent changer de métier et redevenir « stagiaires », parfois à quelques années de la retraite, ceux qui doivent gérer les urgences les uns derrière les autres, sans répit, ceux qui reçoivent de nouvelles charges de travail sans les effectifs et/ou les sachants, ceux qui subissent les TRF les uns derrière les autres, ceux qui doivent choisir entre faire leur travail et former leurs nouveaux collègues, ceux qui constatent l'accumulation des retards dans le travail et qui le vivent mal, ceux qui ne comptent pas leurs heures en plus et qui n'ont pas l'impression d'avancer dans leur travail, ceux qui...

La liste est tellement longue qu'il faut bien s'arrêter à un moment pour ne pas faire un catalogue à la Prévert, recto-verso !

Plus concrètement, nous citerons quelques services emblématiques de ces souffrances : la Trésorerie hospitalière de Bischwiller (nous y reviendrons longuement en questions diverses), le SGC d'Erstein, le SDIF (dont une partie du service vient de vous transmettre une fiche de signalement collective).

Plus généralement, nous pouvons y ajouter des catégories de services : toutes les antennes des SIP, tous les SGC avec l'accumulation des restructurations sur 2 ans, les SIP et les SIE où parfois presque la moitié des agents étaient novices métier (le mouvement de mutation au SIE de Haguenau est à ce titre éloquent!).

Malheureusement, dans tous les services, certains collègues se retrouveront dans les RPS décrits, voire dans plusieurs...

Nous vous rappelons votre responsabilité, y compris pénale, en la matière !

Du côté de la Douane, les projections ne sont guère plus réjouissantes... Aux transferts de missions d'ores et déjà actés, s'ajoutent le non remplacement d'agents "partants" et le défaut d'information (peut-être volontaire) quant à l'avenir de certains services :

- Dans la branche surveillance, sur le plan local, deux unités sont actuellement à "-5 agents" par rapport à l'effectif de référence (soit respectivement 15 et 30 % de l'effectif total des services concernés).

- Dans la branche des opérations commerciales, il est un service qui se retrouve dépourvu d'opérateurs suite à la concentration "choisie" de ceux-ci sur le pôle du bureau principal du département, lui-même dépourvu de moyens humains pour procéder aux contrôles desdits "opérateurs".

Au delà, l'interrégion semble oubliée du reste du monde. Les sous-effectifs sont patents partout. Les agents en sortie d'école sont prioritairement dirigés vers d'autres directions. Ceux-ci semblent recrutés en un nombre trop limité pour combler les départs que nous connaissons.

Face aux inquiétudes des personnels exerçant dans les services "délestés", la chaîne hiérarchique maintient qu'il n'y a pas lieu de s'inquiéter mais ne s'explique pas les carences RH et autres choix dépourvus de bon sens de la direction générale et/ou du ministère.

Par ailleurs, il est urgent de repenser la formation professionnelle. Face à une criminalité grandissante et un mépris "normalisé" de l'ordre public, on ne peut poursuivre la politique de l'autruche. Il faut donner aux agents de la surveillance les moyens d'exercer leurs missions dans les meilleures conditions de sécurité (référence à la formation "conduite rapide" et à la pratique du "sport en douane" dont le CHS est depuis longtemps le théâtre des débats).

L'instance CHSCT a montré toute son importance et a joué son rôle. Les élus **FO FINANCES 67** veilleront à ce que sa conversion en Formation Spécialisée dans l'instance CSA soit dotée d'une autonomie et d'une capacité de réaction et d'action.

Il est primordial que la politique santé, sécurité au travail soit préservée, dotée d'un budget spécifique et d'un réseau d'acteurs de prévention.

A ce jour, les élus **FO FINANCES 67** resteront vigilants sur la mise en place des Conseils sociaux d'administration et Formation Spécialisée.